



DOCUMENT DE PLAIDOYER

**SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS FINALISTES DEPLACES AUX
EVALUATIONS ET EXAMENS DE FIN D'ANNEE DANS LES PROVINCES DU NORD KIVU, SUD KIVU,
ITURI ET TANGANYIKA, A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

Le présent document est élaboré par le Cluster Education à titre de plaidoyer auprès de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), des gouverneurs et de PTFs. Ce plaidoyer vise à solliciter l'appui du Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour faciliter la participation de 2 165 enfants de 8ème année dont 1 019 filles déplacés finalistes de la 8e année en Education de Base et 2 957 enfants dont 1 399 filles finalistes de la 4e année du secondaire aux épreuves de fin des cycles sans paiement des frais de participation au Nord-Kivu, au sud Kivu, à Ituri et au Tanganyika. Aussi, il permettra de solliciter auprès des PTFs un appui technique et financier pour l'organisation de cours de récupération au profit de 12,309 *enfants finalistes (5 718 filles)* de ces mêmes zones. Les Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri continuent d'enregistrer un afflux de déplacés internes en provenance de différents territoires, à la suite de l'intensification du conflit armé occasionné surtout par la résurgence du groupe armé dénommé M23.

I. PRESENTATION DU CLUSTER EDUCATION

La structure du Cluster Education reflète l'architecture humanitaire mise en œuvre par OCHA en RDC, qui a été revue en 2022. Au niveau national, le Cluster Education est dirigé par le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) et coordonné par UNICEF et Save the Children. Cette structure traduit le partenariat de co-leadership de UNICEF et Save the Children au niveau mondial.

Au niveau sous-national, il y a 5 Clusters Education Provinciaux: Goma (Nord Kivu), Bukavu (Sud Kivu), Kalemie (Tanganyika), Bunia (Ituri) et Kananga (Kasai Central). En plus de ces 5 Clusters provinciaux, il y a 6 Clusters locaux à Beni (Nord Kivu), Kindu (Maniema), Uvira (Sud-Kivu), Lubumbashi (Haut Katanga) et Tshikapa (Kasai), MbujiMayi (Kasai oriental). Enfin, des groupes de travail apportent une coordination localisée et rendent compte à leurs clusters provinciaux respectifs. Ces groupes de travail peuvent être créés ou démantelés en fonction des crises. Le Cluster national est actuellement composé de 318 organisations partenaires impliquées dans la préparation et la réponse aux urgences. Il travaille aussi à l'implication des populations affectées au cycle de la réponse y compris les enfants, et la redevabilité envers les populations affectées.

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La crise armée dans l'Est de la RDC, au-delà du problème de sécurité et de protection, est aussi un problème d'éducation. Avec les mouvements de population, selon le Plan de Réponse Humanitaire 2023, ce sont plus de deux (2) millions d'enfants en âge scolaire qui sont à besoin d'éducation d'urgence. Avec le manque d'accès à des opportunités d'éducation, ces enfants affectés par la crise sont aussi à haut risque de protection (l'enrôlement forcé dans les groupes armés, les violences basées sur le genre, les mariages précoces, le manque d'hygiène, les maladies évitables...). Quatre (4) provinces sont particulièrement affectées (Nord Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) avec une détérioration aigüe de la situation au Nord Kivu et à Ituri.

Au total pour les quatre provinces sus-mentionnées, les partenaires du Cluster éducation ont identifié plus de 143 800 enfants affectés vulnérables (48% filles) en besoin d'appui urgent d'éducation dont 68% se retrouvent dans le Nord Kivu, 30% au Sud Kivu et 2% pour Ituri ¹ et Tanganyika. Parmi ces enfants, 12,309 enfants finalistes (5 718 filles) dont 7 146 enfants (3 257 filles) de 6ème année primaire, 2 957 enfants (1 399 filles) de

¹ La collecte des données se poursuit

4ème secondaire et 2 206 enfants (1 062 filles) de 8ème année sont en besoin de soutien scolaire pour éviter le risque de ne pas pouvoir passer les examens de fin d'études (primaire et humanités).

La présente Note de Plaidoyer du Cluster Education vient pour en appeler à la prise en compte de la situation des enfants déplacés vulnérables qui sont déjà à risque d'interruption/ d'abandon scolaire et, même sont à risque de ne pas pouvoir passer leurs examens de fin d'année et/ou de fin d'étude.

III- ANALYSE DES BESOINS

L'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants y compris ceux en situation d'urgence. Pour contribuer à la réalisation de ce droit, et répondre à leurs besoins de protection physique, psychosociaux et cognitifs, le cluster Education sollicite une exonération des frais de participation aux examens de fin d'études au profit des élèves finalistes des différents cycles.

Les 12,309 *enfants finalistes (5 718 filles)* ciblés par cette Note de plaidoyer du Cluster sont avant tout des déplacés précédemment inscrits dans les écoles de leur zone d'origine et dont les parents ont perdu leurs moyens de subsistance avec les déplacements. Ces enfants affectés sont soit dans les sites de déplacés communautaires (écoles, centres de santé) soit dans des familles d'accueil.

Des informations collectées par les partenaires du Cluster, des regroupements de ces enfants sont possibles pour des cours de remise à niveau. Mais préalablement, le paiement des frais d'examen constitue un goulot d'étranglement important. Le besoin d'appui comprend non seulement la prise en charge pour la participation sans frais aux examens de fin d'études mais aussi l'appui pour les cours de récupération et/ou de remise à niveau.

5 163 enfants (2 461 filles) finalistes déplacés, 2 957 enfants (1 399 filles) de 4ème secondaire et 2 206 enfants de 8ème année (1 062 filles) sont concernés par le paiement des frais de participation aux examens de fin d'études (primaire et humanités).

III.1- Les frais de participation aux examens

Pour les enfants de la 8ème année, les frais de participation à l'examen s'élèvent à USD 12 par enfant. Pour les 2 206 enfants (1 062 filles), ces frais s'élèvent au total à USD 26 472.

Les frais d'examen de la 4ème année quant à eux sont répartis comme indiqués dans le tableau ci- après :

Titre des frais	Frais d'inscription au rôle d'Examen d'Etat	Frais de numérisation des fiches	Frais de participation aux épreuves Hors session	Frais de participation aux sessions ordinaires	Total (FC)	Total (USD)
Coût par enfant	27000	9000	57000	37000	130000	64.01

* Taux mars 2023 : 2031

Pour les 2 957 enfants (1 399) finalistes concernés, cela fait un total de **USD 189 425.42**.

Ainsi le besoin d'exonération de frais de participation aux examens de fin d'études (primaire et humanités) s'élève à la somme de **USD 215 897.42**.

III.2- Cours de récupération scolaire

Plus de 143 800 enfants affectés vulnérables (48% filles) du niveau primaire et secondaire sont en besoin d'appui urgent d'éducation dont 68% se retrouvent dans le Nord Kivu, 30% au Sud Kivu et 2% pour Ituri² et Tanganyika. Les enfants déplacés n'ont souvent pas eu accès à l'éducation, depuis un an pour certains. En plus de participer aux examens sans paiement de frais de participation, ils devraient bénéficier de cours de récupération de trois mois (conformément au paquet minimum du Cluster Education RDC).

Ces cours vont se concentrer sur la récupération éducative du temps perdu et coûte USD 10 par enfant. Le plaidoyer actuel du Cluster met l'accent sur 12,309 *enfants finalistes (5 718 filles) dont 7 146 enfants (3 257 filles) de 6^{ème} année primaire, 2 957 enfants (1 399 filles) de 4^{ème} secondaire et 2 206 enfants de 8^{ème} année (1 062 filles)* avec les détails ci- après :

Niveau	Effectif Ituri	Effectif Nord-Kivu	Effectif Sud Kivu	Effectif Tanganyika	# Filles	# Garçons	# enfants	Coût unitaire (USD)	Total (USD)
6 ^{ème} Primaire	1,115	4,552	1,329	150	3,257	3,889	7,146	10	71,460
8 ^{ème} année	0	1,853	189	164	1,062	1,144	2,206	10	22,060
4 ^{ème} Secondaire	0	2,778	148	31	1,399	1,558	2,957	10	29,570
Total	1,115	9,183	1,666	345	5,718	6,591	12,309		123,090

Ainsi, les besoins des enfants finalistes déplacés identifiés par les partenaires du Cluster en appui aux autorités éducatives provinciales pour leurs examens s'élevaient à la somme de **USD 338,987.42** selon le tableau suivant

Composantes	# de bénéficiaires	Coût (USD)
Frais d'examen des enfants déplacés finalistes aux examens de fin d'études	5 163 enfants (2 461 filles)	215,897.42
Cours de récupération	12,309 enfants (5 719 filles)	123,090
Coût total		338,987.42

III .3- Les autres besoins

Les autres besoins prioritaires sont :

- L'accompagnement des écoles qui encadrent cette catégorie d'élèves par un programme de cantine scolaire ;
- L'appui aux écoles avec des kits récréatifs et des kits hygiéniques pour les filles ;
- La formation des enseignants sur l'appui psychosocial.

IV. OBJECTIFS DU PLAIDOYER

IV. 1. Objectif pour le Ministre

² La collecte des données est en cours

Solliciter la prise d'une note circulaire d'exonération de frais de participation aux examens de fin de cycle (primaire et humanités) pour les finalistes déplacés.

IV.2. Objectifs pour les Partenaires techniques et Financiers (PTF)

Solliciter auprès des PTF un appui technique et financier pour

1. appuyer l'organisation des cours de récupération,
2. distribuer des kits scolaires, hygiéniques et récréatifs aux élèves et écoles,
3. former les enseignants sur l'accompagnement psychosocial,
4. accompagner les écoles qui encadrent cette catégorie d'élèves par un programme de cantine scolaire

V. **BENEFICIAIRES DE L'ACTION :**

12,309 enfants (5,718 filles) finalistes déplacés des classes de 6ème année primaire, 8ème année et 4ème secondaire

VI. PUBLICS CIBLES, MESSAGES DE PLAIDOYER ET STRATEGIES DE PLAIDOYER

Public Cible	Public influent ou public cible secondaire	Actions attendues	Messages	Stratégies
<p>Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)</p>	<p>Ministre de la formation professionnelle Ministre des Affaires Sociales Secrétaire Général EPST UNICEF SCI OCHA</p>	<p>Engagement à prendre une note circulaire pour exempter les élèves finalistes déplacés des frais de participation aux examens de fin d'étude</p>	<p>L'importance de l'éducation n'est plus à démontrer. C'est un droit fondamental pour tout être humain. L'éducation est un outil de protection et sauve des vies. Elle est également un outil de paix et de stabilité.</p> <p>Les crises dans les provinces de Nord Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika mettent à rude épreuve, la jouissance de ce droit. Plus de 143 800 enfants affectés vulnérables (48% filles) du niveau primaire et secondaire sont en besoin d'appui urgent d'éducation. Si rien n'est fait, les enfants en rupture d'opportunités éducatives seront soumis à des risques importants de protection (enlèvement, enrôlement forcé dans les groupes armés, violences basées sur le genre, grossesses, décrochage scolaire, détresse psychologique...) et seront un danger pour toute la société.</p> <p>Pour les 5 163 enfants (2 461 filles) déplacés finalistes, qui doivent passer les examens de fin d'études (primaire et humanités), si le recouvrement des frais de participation aux examens est exigé des parents, il constituera un frein majeur qui mettra fin à leur scolarité car les enfants et leurs parents ont tout perdu y compris leurs moyens de subsistance pendant la fuite. Cela pourrait être un facteur de déséquilibre psychologique entraînant l'abandon scolaire pour certains</p>	<p>Demande d'audiences Rencontre présentielle Présentation de la situation suivie de remise de la Note de plaidoyer.</p>

			<p>candidats finalistes ou des échecs pour ceux qui voudraient insister en dépit des menaces entourant ce recouvrement.</p> <p>Excellence Monsieur le Ministre, connaissant votre engagement pour l'accès à une éducation équitable et de qualité pour tous les enfants de la RDC y compris les enfants en situations d'urgence, nous sommes convaincus que vous prendrez une Note circulaire pour l'exonération des frais de participation aux examens de fin d'études (primaire et humanités) pour ces enfants déplacés finalistes.</p>	
Gouverneurs des provinces	PROVED		<p>L'importance de l'éducation n'est plus à démontrer. C'est un droit fondamental pour tout être humain. L'éducation est un outil de protection et sauve des vies. Elle est également un outil de paix et de stabilité.</p> <p>Les crises dans les provinces de Nord Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika mettent à rude épreuve, la jouissance de ce droit. Plus de 143 800 enfants affectés vulnérables (48% filles) du niveau primaire et secondaire sont en besoin d'appui urgent d'éducation. Si rien n'est fait, les enfants en rupture d'opportunités éducatives seront soumis à des risques importants de protection (enlèvement, enrôlement forcé dans les groupes armés, violences basées sur le genre, grossesses, décrochage scolaire, détresse psychologique...) et seront un danger pour toute la société.</p> <p>Pour les 5 163 enfants (2 461 filles) déplacés finalistes, qui doivent passer les examens de fin d'études (primaire et humanités), si le recouvrement des frais de participation aux</p>	

			<p>examens est exigé des parents, il constituera un frein majeur qui mettra fin à leur scolarité car les enfants et leurs parents ont tout perdu y compris leurs moyens de subsistance pendant la fuite. Cela pourrait être un facteur de déséquilibre psychologique entraînant l'abandon scolaire pour certains candidats finalistes ou des échecs pour ceux qui voudraient insister en dépit des menaces entourant ce recouvrement.</p> <p>Excellence Monsieur le Gouverneur, connaissant votre engagement pour l'accès à une éducation équitable et de qualité pour tous les enfants de la RDC y compris les enfants en situations d'urgence, nous sommes convaincus que vous prendrez une Note circulaire pour l'exonération des frais de participation aux examens de fin d'études (primaire et humanités) pour ces enfants déplacés finalistes de vos provinces.</p>	
PTFs (UE, Ambassades, FH, Agences des NU, USAID, ECHO, ONGs.)	ICN OCHA EHP	Engagement à apporter un appui effectif à l'organisation des cours de récupération et a la participation des enfants déplacés finalistes aux examens de fin d'études (primaire et humanités)	<p>L'importance de l'éducation n'est plus à démontrer. C'est un droit fondamental pour tout être humain. L'éducation est un outil de protection et sauve des vies. Elle est également un outil de paix et de stabilité.</p> <p>Les crises dans les provinces de Nord Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika mettent à rude épreuve, la jouissance de ce droit. Plus de 143 800 enfants affectés vulnérables (48% filles) du niveau primaire et secondaire sont en besoin d'appui urgent d'éducation. Si rien n'est fait, les enfants en rupture d'opportunités éducatives seront soumis à des risques importants de protection (enlèvement, enrôlement forcé dans les groupes armés, violences basées sur le genre, grossesses,</p>	<p>Audiences</p> <p>Rencontres avec les PROVED</p>

		-	<p>décrochage scolaire, détresse psychologique...) et seront un danger pour toute la société.</p> <p><u>Chers Partenaires Techniques et Financiers :</u></p> <p>Nous sollicitons auprès de vous un appui technique et financier pour l'organisation des cours de récupération pour les 12,309 enfants déplacés finalistes, en difficulté scolaire du fait de l'insécurité. Cet appui va consister en la révision des modules, la prise en charge des enseignants, l'allocation de matériels didactiques.</p> <p>Cela inclut aussi 1- la distribution de kits scolaires, hygiéniques et récréatifs aux élèves et écoles, 2- la formation des enseignants sur l'accompagnement psychosocial et 3- l'accompagnement des écoles qui encadrent ces enfants déplacés finalistes par un programme de cantine scolaire.</p> <p>Votre soutien leur permettra de rattraper l'année scolaire en cours et de participer aux examens de fin d'études (primaire et humanités).</p> <p>Connaissant votre engagement pour l'accès à une éducation équitable et de qualité pour tous les enfants de la RDC y compris les enfants en situations d'urgence, nous sommes convaincus que vous prendrez des dispositions idoines pour un appui à l'organisation des cours de récupération au profit des 12,309 enfants déplacés finalistes.</p>	
--	--	---	---	--

VII. LES ALLIES ET PARTENAIRES POTENTIELS DANS LA RECHERCHE DES REPONSES

Dans le contexte actuel de la recherche des réponses aux problèmes sectoriels de l'éducation, le cluster Education en appelle à la contribution de tous les partenaires de l'éducation parmi lesquels l'ICN, OCHA, les Points Focaux Education en Urgence du Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire, et du Ministère de la Formation Professionnelle.

VIII. ANALYSE DES RISQUES :

Les risques suivants sont à prendre en compte : la non adhésion des acteurs, la dégradation continue de la situation sécuritaire, des troubles liés aux élections, une rupture de la continuité éducative et l'instabilité économique.

CONCLUSION

L'approche de différentes sessions d'examen est un signal d'alerte pour que les acteurs trouvent une solution anticipativement à cette question de paiement des frais de participation aux examens de fin d'étude (primaire et humanités). Pour tous ces enfants vulnérables affectés et surtout finalistes déplacés, nous avons le devoir d'agir. Tous ensemble pour sauver l'année scolaire des enfants déplacés finalistes.

Contacts de la Coordination nationale du Cluster Education:

1. Gilberte Amari Agnimemel, Coordinatrice Cluster Education, UNICEF, gamari@unicef.org;
2. Hadissa Ouedraogo, Coordinatrice Cluster Education, SCI, Hadissa.Ouedraogo@savethechildren.org;
3. Guillaume Korogo Alokoa, Directeur DIPROMAD, Point Focal Cluster MEPST, korogalokoa@gmail.com;
4. Père Paul Martin LUKUSA, Représentant National de AIDES, mbwebwa08@gmail.com.